

§ 3. Le fonctionnaire visé aux paragraphes 1^{er} ou 2 doit notifier sa décision dans ce cadre au redevable qui, conformément à l'article 2.3.61 de l'ordonnance du 2 mai 2013 portant le Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la Maîtrise de l'Energie, lui a adressé une demande.

Art. 4. La notification de la cession de l'objet d'une taxe régionale, prévue par l'article 28 de l'ordonnance du 21 décembre 2012 établissant la procédure fiscale en Région de Bruxelles-Capitale, doit, dans le cadre de l'application de l'article 2.3.62 de l'ordonnance du 2 mai 2013 portant le Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la Maîtrise de l'Energie, être faite au Directeur de la Direction de l'Enrôlement de l'Administration de la fiscalité régionale du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

Dans le cas où l'emploi de Directeur de la Direction de l'Enrôlement n'est pas occupé, la notification doit être faite au premier attaché ou à l'attaché qui a l'ancienneté de service la plus grande au sein de cette Direction.

Art. 5. Les articles de cet arrêté entrent en vigueur au moment de l'entrée en vigueur des articles dont ils assurent l'exécution.

Bruxelles, le 11 juillet 2013.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-président
du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. VERVOORT
Le Ministre chargé des Finances,
du Budget et des Relations extérieures,
G. VANHENGEL

§ 3. De in § 1 of § 2 bedoelde ambtenaar moet zijn beslissing in dit kader per post of per mail meedelen aan de schuldenaar die, overeenkomstig artikel 2.3.61 van de ordonnantie van 2 mei 2013 houdende het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en energiebeheer- sning een vraag tot hem richtte.

Art. 4. De kennisgeving van de overdracht van het voorwerp van een gewestbelasting, voorzien in artikel 28 van de ordonnantie van 21 december 2012 tot vaststelling van de fiscale procedure in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, dient, in het kader van de toepassing van het artikel 2.3.62 van de ordonnantie van 2 mei 2013 houdende het Brussels Wetboek van Lucht, te gebeuren aan de Directeur van de Directie Inkohierungen van het Bestuur Gewestelijke Fiscaliteit van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

In geval de betrekking van Directeur van de Directie Inkohierungen niet wordt bekleed, dan dient deze kennisgeving te worden gedaan aan de eerste attaché of aan de attaché die de grootste dienstanciënniteit heeft binnen deze Directie.

Art. 5. De artikelen van dit besluit treden in werking op het ogenblik van de inwerkingtreding van de artikelen waarvan zij de uitvoering zijn.

Brussel, 11 juli 2013.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-president
van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
R. VERVOORT
De Minister van Financiën,
Begroting en Externe betrekkingen,
G. VANHENGEL

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2013/31742]

18 JUILLET 2013. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu les articles 4, 5, 6 et 38 de l'Ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu les avis 53.341/4 et 53.342/4 du Conseil d'Etat, rendus le 5 juin 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu le Plan régional de politique du stationnement, approuvé par le Gouvernement le 18 juillet 2013, selon les modalités prévues à l'Ordonnance du 22 janvier 2009;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant le volet réglementaire du Plan régional de politique du stationnement;

Considérant la possibilité pour le Gouvernement de créer d'autres zones réglementées, pour lesquelles il fixe la durée maximale et les conditions d'utilisation;

Considérant la possibilité pour le Gouvernement de fixer les conditions d'utilisation d'une place de stationnement située dans une zone réglementées;

Considérant la possibilité pour le Gouvernement de préciser les modalités de délivrance et d'utilisation des cartes de dérogation, et d'établir des catégories complémentaires de bénéficiaires;

Considérant la possibilité pour le Gouvernement de fixer le taux de la redevance de stationnement et d'autoriser le stationnement gratuit pendant un quart d'heure;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2013/31742]

18 JULI 2013. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de gereglementeerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de artikelen 4, 5, 6 en 38 van de Ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap;

Gelet op de adviezen 53.341/4 en 53.342/4 van de Raad van State van 5 juni 2013, gegeven met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973;

Gelet op het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan, goedgekeurd door de Regering op 18 juli 2013 volgens de modaliteiten voorzien in de Ordonnantie van 22 januari 2009;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 houdende het reglementair luik van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan;

Gelet op de mogelijkheid voor de Regering om andere gereglementeerde zones te creëren, waarvoor zij de maximale toegelaten duurtijd en de gebruiksvoorwaarden vastlegt;

Gelet op de mogelijkheid voor de Regering om de gebruiksvoorwaarden van een parkeerplaats in een gereglementeerde zone te vast te leggen;

Gelet op de mogelijkheid voor de Regering om de regels voor de uitreiking en het gebruik van vrijstellingskaarten te preciseren en om bijkomende categorieën van begunstigden te bepalen;

Gelet op de mogelijkheid voor de Regering om het bedrag van de parkeerretributie te bepalen en om gratis parkeren toe te laten voor een kwartier;

Considérant que la politique régionale de stationnement vise à harmoniser les réglementations communales pour apporter cohérence et lisibilité à l'organisation du stationnement au niveau régional;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Section 1^{re}. — Définitions

Article 1^{er}. Aux termes du présent arrêté, on entend par :

1° Ordonnance : l'Ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale.

2° Agence du stationnement : l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que définie dans le Chapitre VI de l'Ordonnance.

3° Usager : le conducteur du véhicule à moteur occupant une place de stationnement ou, à défaut de connaissance de celui-ci, la personne au nom de laquelle ce véhicule à moteur est immatriculé.

4° Période de stationnement : période de 4 heures 30 minutes qui débute à compter du stationnement du véhicule ou du début de l'horaire de la zone réglementée ou de la délivrance de l'invitation à payer une redevance forfaitaire. Cette durée est conservée même en cas d'extension ou de réduction de la période payante.

5° Secteur de stationnement : la zone géographique centrée sur le lieu de résidence ou de siège social ou d'exploitation qui délimite les voies sur lesquelles la carte de dérogation est valable. L'Agence du stationnement établit en concertation, et sur base des propositions des conseils communaux, une sectorisation résidentielle de l'ensemble de la Région; de préférence sur la base du découpage en quartiers; pouvant s'affranchir des limites communales.

6° Zones réglementées : les zones telles que définies aux articles 2, 3° de l'Ordonnance et 3 du présent arrêté.

7° Zone rouge : la zone réglementée telle que décrite aux articles 4 et 38, § 1^{er} de l'Ordonnance.

8° Zone verte : la zone réglementée telle que décrite aux articles 4 et 38, § 2 de l'Ordonnance.

9° Zone bleue : la zone réglementée telle que décrite aux articles 4 et 38, § 3 de l'Ordonnance et 27 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique.

10° Cartes de dérogation : les cartes de dérogation visées à l'article 6 de l'Ordonnance et prises en exécution de cette Ordonnance.

11° Carte de dérogation « riverain » : la « carte de riverain », telle que définie à l'article 2.52 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, et visée l'article 6, 1° de l'Ordonnance.

12° Disque de stationnement : le disque de stationnement visé à l'article 27.1.1. de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et défini à l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 14 mai 2002 modifiant l'arrêté ministériel du 1^{er} décembre 1975 déterminant les caractéristiques de certains disques, signalisations et plaques prescrits par le règlement général sur la police de la circulation routière.

13° Voitures partagées : le système d'utilisation d'un véhicule tel que défini à l'article 2.50 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique.

14° Ménage : le ménage est constitué soit par une personne vivant habituellement seule, soit par deux ou plusieurs personnes qui, unies ou non par des liens de parenté, partagent la même résidence principale. La composition du ménage est attestée par une composition de ménage.

15° Ministre compétent : le Ministre qui a les Transports dans ses attributions.

16° Plan équivalent au plan de déplacement d'entreprise : le plan de mobilité élaboré par ou pour une personne morale ou un indépendant, qui analyse et décrit ses besoins en mobilité.

Overwegende dat het gewestelijk parkeerbeleid de harmonisering van de gemeentelijke reglementen beoogt teneinde samenhang en duidelijkheid te brengen in het parkeerbeleid op gewestelijk niveau;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Afdeling 1. — Definities

Artikel 1. In het kader van dit besluit verstaat men onder :

1° Ordonnantie : de Ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap.

2° Parkeeragentschap : het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals omschreven in Hoofdstuk VI van de Ordonnantie.

3° Gebruiker : de bestuurder van een motorvoertuig die een parkeerplaats inneemt of, bij gebrek aan kennis van de identiteit van de bestuurder, de persoon op wiens naam het motorvoertuig is ingeschreven.

4° Parkeerperiode : periode van 4 uur en 30 minuten die begint te lopen vanaf het parkeren van het voertuig of vanaf het begin van de uurperiode van de gereglementeerde zone of vanaf de aflevering van de uitnodiging tot betaling van een forfaitaire retributie. Deze duur wordt behouden zelfs in het geval van een uitbreiding of beperking van de betalende periode.

5° Parkeersector : de geografische zone rond de verblijfplaats of de maatschappelijke- of exploitatiezetel, die de grenzen afbakt waarbinnen de vrijstellingskaarten geldig zijn. Het Parkeeragentschap deelt, en dit in gemeen overleg en op basis van de voorstellen van de gemeenteraden, het hele gewest in residentiële sectoren in; bij voorkeur op basis van de indeling in wijken; die opsplitsing kan de gemeentegrenzen overschrijden.

6° Gereglementeerde zones : de zones zoals gedefinieerd in de artikelen 2, 3° van de Ordonnantie en 3 van het huidige besluit.

7° Rode zone : de gereglementeerde zone zoals beschreven in de artikelen 4 en 38, § 1 van de Ordonnantie.

8° Groene zone : de gereglementeerde zone zoals beschreven in de artikelen 4 en 38, § 2 van de Ordonnantie.

9° Blauwe zone : de gereglementeerde zone zoals beschreven in de artikelen 4 en 38, § 3 van de Ordonnantie en in artikel 27 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg.

10° Vrijstellingskaarten : de vrijstellingskaarten zoals voorzien in artikel 6 van de Ordonnantie en uitgereikt krachtens deze Ordonnantie.

11° Vrijstellingskaart « buurtbewoner » : de « bewonerskaart », zoals gedefinieerd in artikel 2.52 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg, en bedoeld in artikel 6, 1° van de Ordonnantie.

12° Parkeerschijf : de parkeerschijf zoals voorzien in artikel 27.1.1 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg en zoals omschreven in artikel 1 van het ministerieel besluit van 14 mei 2002 tot wijziging van het ministerieel besluit van 1 december 1975 tot vaststelling van de kenmerken van bepaalde schijven, bebakeningen en platen die voorgeschreven zijn door het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer.

13° Autodelen : het gebruikssysteem van een voertuig zoals omschreven in artikel 2.50 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg.

14° Gezin : het gezin wordt gevormd door hetzij een gewoonlijk alleen levend persoon, hetzij uit twee of meerdere personen die, al dan niet verbonden door verwantschap, dezelfde hoofdverblijfplaats delen. De gezinssamenstelling wordt aangetoond door een attest samenstellend gezin.

15° Bevoegde Minister : de Minister die bevoegd is voor Vervoer.

16° Plan gelijkgesteld aan een bedrijfsvervoersplan : het mobiliteitsplan uitgewerkt door of voor een rechtspersoon of een zelfstandige, die de parkeerbehoeften analyseert en beschrijft.

17° Plan équivalent au plan de déplacement scolaire : le plan de mobilité élaboré par ou pour une personne morale ou un établissement scolaire, qui analyse et décrit ses besoins en mobilité.

Section 2. — Procédures

Art. 2. Dans les cas où l'avis de l'Agence doit être sollicité, celle-ci rend son avis dans les 60 jours à dater de la réception, par courrier recommandé, de la décision motivée du conseil communal. A défaut d'avis rendu dans le délai précité, l'avis de l'Agence du stationnement est réputé positif.

CHAPITRE II. — Les zone orange, grise, 'Événement', 'Emplacement Réserve', 'Kiss and Ride' et de livraison

Art. 3. Sans préjudice de l'article 4 de l'Ordonnance, il est créé six nouvelles zones réglementées dont la durée maximale et les conditions d'utilisation sont fixées ci-après.

1° La zone orange, dans laquelle, sauf dérogation, tout usager d'une place de stationnement est soumis au paiement de la redevance de stationnement visée aux articles 16 et 17 du présent arrêté.

2° La zone grise, dans laquelle, sauf dérogation, tout usager d'une place de stationnement est soumis au paiement de la redevance de stationnement visée aux articles 20 et 21 du présent arrêté.

3° La zone 'événement', dans laquelle, sauf dérogation, tout usager d'une place de stationnement est soumis au paiement de la redevance de stationnement visée aux articles 31 et 32 du présent arrêté.

4° La zone 'emplacement réservé', dans laquelle, sauf dérogation, tout usager d'une place de stationnement est soumis au paiement de la redevance forfaitaire de stationnement visée à l'article 40 du présent arrêté.

5° La zone 'kiss & ride', dans laquelle, sauf dérogation, tout usager d'une place de stationnement est soumis au paiement de la redevance forfaitaire de stationnement visée à l'article 41 du présent arrêté.

6° La zone de livraison, dans laquelle, sauf dérogation, tout usager d'une place de stationnement est soumis au paiement de la redevance forfaitaire de stationnement visée à l'article 34 du présent arrêté.

CHAPITRE III. — Les conditions d'utilisation d'une place de stationnement

Art. 4. Sans préjudice de l'article 5 de l'Ordonnance, l'utilisation d'une place de stationnement située dans une des zones réglementées visées à l'article 3 du présent arrêté est soumise aux conditions d'utilisation suivantes.

L'horaire et les conditions d'utilisation définis à l'article 5 de l'Ordonnance s'appliquent également aux zones orange et grise.

L'utilisation d'une place de stationnement située en zone 'événement' n'est pas limité dans le temps mais est limitée à une période de 4 heures 30 minutes.

L'utilisation d'une place de stationnement en zone de livraison n'est pas limitée dans le temps.

L'utilisation d'une place de stationnement en zone 'kiss & ride' est limitée au temps repris sur la signalisation routière prévue à cet effet.

L'utilisation d'une place de stationnement en zone 'emplacement réservé' n'est pas limitée dans le temps.

CHAPITRE IV. — Dérogations ponctuelles

Art. 5. Les conseils communaux, dans leur plan d'action communal de stationnement, peuvent prévoir des extensions ou des réductions locales de la plage horaire 9 heures - 18 heures lorsque la spécificité d'une voirie ou d'un quartier le justifie.

Ces réductions sont soumises à l'avis préalable de l'Agence du stationnement.

Les conseils communaux peuvent également, si nécessaire, gérer de manière spécifique le stationnement à l'occasion d'événements ponctuels, périodiques ou non. Dans ces cas, les conseils communaux peuvent prévoir des zones réglementées après avoir recueilli l'avis de l'Agence du stationnement.

La surveillance doit être effective sur le terrain durant toute la période payante sans interruption. Les plans d'action communaux de stationnement prévoient des modalités pour chaque extension ou réduction locale d'horaire, après concertation avec l'Agence du stationnement.

17° Plan gelijkgesteld aan een school vervoersplan : mobiliteitsplan ontwikkeld door of voor een rechtspersoon of onderwijsinstelling, die zijn mobiliteitsbehoeftes analyseert en beschrijft.

Afdeling 2. — Procedures

Art. 2. In het geval advies moet worden gevraagd aan het Parkeeragentschap, geeft het zijn advies binnen de 60 dagen na de ontvangst, per aangetekende brief, van de gemotiveerde beslissing van de gemeenteraad. Bij ontstentenis van een advies binnen de voorgeschreven termijn, wordt het advies van het Parkeeragentschap geacht gunstig te zijn.

HOOFDSTUK II. — De oranje zone, de grijze zone, de evenementenzone, de zone 'voorbehouden parkeerplaatsen', de zone 'kiss & ride' en de leveringszone

Art. 3. Onverminderd artikel 4 van de Ordonnantie, worden er zes nieuwe gereglementeerde zones ingesteld waarvan de maximumduur en de gebruiksvoorwaarden hierna worden vastgesteld.

1° De oranje zone, waarin, behoudens afwijking, elk gebruik van een parkeerplaats is onderworpen aan de betaling van een parkeerretributie zoals bedoeld in artikelen 16 en 17 van het huidige besluit.

2° De grijze zone, waarin, behoudens afwijking, elk gebruik van een parkeerplaats is onderworpen aan de betaling van een parkeerretributie zoals bedoeld in artikelen 20 en 21 van het huidige besluit.

3° De evenementenzone, waarin, behoudens afwijking, elk gebruik van een parkeerplaats is onderworpen aan de betaling van een parkeerretributie zoals bedoeld in artikelen 31 en 32 van het huidige besluit.

4° De zone 'voorbehouden parkeerplaatsen', waarin, behoudens afwijking, elk gebruik van een parkeerplaats is onderworpen aan de betaling van een forfaitaire parkeerretributie zoals bedoeld in artikel 40 van het huidige besluit.

5° De zone 'kiss & ride', waarin, behoudens afwijking, elk gebruik van een parkeerplaats is onderworpen aan de betaling van een forfaitaire parkeerretributie zoals bedoeld in artikel 41 van het huidige besluit.

6° De leveringszone, waarin, behoudens afwijking, elk gebruik van een parkeerplaats is onderworpen aan de betaling van een forfaitaire parkeerretributie zoals bedoeld in artikel 34 van het huidige besluit.

HOOFDSTUK III. — De gebruiksvoorwaarden van een parkeerplaats

Art. 4. Onverminderd artikel 5 van de Ordonnantie, is het gebruik van een parkeerplaats die zich bevindt in één van de gereglementeerde zones zoals bedoeld in artikel 3 van het huidige besluit onderworpen aan de volgende gebruiksvoorwaarden.

De uurregeling zoals gedefinieerd in artikel 5 van de Ordonnantie is ook van toepassing op de oranje en grijze zones.

Het gebruik van een parkeerplaats die zich bevindt in een evenementenzone is niet beperkt in de tijd maar is beperkt tot een periode van 4 uur en 30 minuten.

Het gebruik van een parkeerplaats die zich bevindt in een leveringszone is niet beperkt in de tijd.

Het gebruik van een parkeerplaats die zich bevindt in een zone 'kiss & ride' is beperkt tot de tijd aangegeven op de daarvoor bestemde wegsignalisatie.

Het gebruik van een parkeerplaats die zich bevindt in een zone 'voorbehouden parkeerplaatsen' is niet beperkt in de tijd.

HOOFDSTUK IV. — Punctuele afwijkingen

Art. 5. De gemeenteraden kunnen in hun gemeentelijk parkeeractieplan voorzien in lokale uitbreidingen of verminderingen van de uurperiode van 9 uur - 18 uur, wanneer het specifieke karakter van de rijweg of de wijk dat rechtvaardigt.

Die verminderingen worden onderworpen aan het voorafgaand advies van het Parkeeragentschap.

De gemeenteraden mogen ook, indien noodzakelijk, een specifiek parkeerbeleid invoeren tijdens punctuele, al dan niet periodieke gebeurtenissen. In die gevallen kunnen de gemeenteraden die het advies van het Parkeeragentschap hebben ingewonnen, gereglementeerde zones instellen.

De controle op het terrein moet effectief en zonder onderbreking worden uitgevoerd gedurende de volledige duur van de betalende periode. De gemeentelijke parkeeractieplannen voorzien in modaliteiten voor elke uitbreiding en vermindering van de lokale uurregeling, na overleg met het Parkeeragentschap.

CHAPITRE V. — *Des redevances de stationnement*Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 6. Sans préjudice de l'article 37 de l'Ordonnance, il est également prélevé une redevance pour l'utilisation d'une place de stationnement située en zone réglementée orange, grise, 'évènement', 'emplacement réservé', 'kiss & ride' et de livraison selon les modalités définies ci-après.

Art. 7. Le recouvrement des redevances forfaitaires visées dans le présent arrêté se fait conformément à l'article 38, § 4 de l'Ordonnance.

La redevance forfaitaire est due par période de stationnement. Une seconde invitation à s'acquitter de la redevance forfaitaire due est apposée 4 heures 30 après la délivrance de l'invitation précédente, si le stationnement perdure.

Art. 8. La redevance est due par l'usager du véhicule tel que défini à l'article 1^{er}, 3^o du présent arrêté. Lorsque le véhicule à moteur est utilisé par un conducteur qui n'est pas le titulaire de la plaque d'immatriculation du véhicule, le titulaire de la plaque d'immatriculation transmet les données d'identification de ce conducteur à la commune ou à l'Agence du stationnement qui lui réclame la redevance due.

Art. 9. L'Agence du stationnement procède annuellement à une évaluation des tarifs. A la suite de cet exercice, elle peut proposer au Gouvernement des modifications tarifaires, afin de les adapter aux objectifs du présent arrêté.

Art. 10. Le Gouvernement révisé les tarifs, après avis des conseils communaux. Les nouveaux tarifs sont annoncés au plus tard le 30 avril et prennent effet le 1^{er} septembre.

La première révision interviendra la 3^e année qui suit la publication du Plan régional de Politique du Stationnement au *Moniteur belge*.

Section 2. — La zone rouge

Art. 11. La durée maximale de stationnement en zone rouge est de 2 heures.

Art. 12. La redevance de stationnement due dans cette zone est de :

- 0,50 euro pour une demi-heure;
- 2 euros pour une heure;
- 5 euros pour deux heures.

Toute période entamée est due dans son entièreté.

Le premier quart d'heure est gratuit, moyennant l'apposition du ticket délivré par l'horodateur à cet effet. Il ne peut être fait usage de plusieurs tickets gratuits successifs pour la même place de stationnement.

Art. 13. En cas de non-paiement de la redevance due ou de dépassement de la durée de stationnement payée ou de dépassement de la durée maximale autorisée, l'usager est réputé avoir opté pour le paiement d'une redevance forfaitaire dont le montant s'élève à 25 euros par période de stationnement.

Art. 14. Sous réserve de ce qui est précisé à l'article 39 alinéa 2 de l'Ordonnance, les cartes de dérogation ne sont pas valables en zone rouge.

Section 3. — La zone orange

Art. 15. La durée maximale de stationnement en zone orange est de 2 heures.

Art. 16. La redevance de stationnement due dans cette zone est de :

- 0,50 euro pour une demi-heure;
- 1 euro pour une heure;
- 3 euros pour deux heures.

Toute période entamée est due dans son entièreté.

Le premier quart d'heure est gratuit, moyennant l'apposition du ticket délivré par l'horodateur à cet effet. Il ne peut être fait usage de plusieurs tickets gratuits successifs pour la même place de stationnement.

Art. 17. En cas de non-paiement de la redevance due ou de dépassement de la durée de stationnement payée ou de dépassement de la durée maximale autorisée, l'usager est réputé avoir opté pour le paiement d'une redevance forfaitaire dont le montant s'élève à 25 euros par période de stationnement.

HOOFDSTUK V. — *Parkeerretributies*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 6. Onverminderd artikel 37 van de Ordonnantie, wordt tevens een retributie geheven voor het gebruik van een parkeerplaats die gesitueerd is in de oranje zone, grijze zone, evenementenzone, zone 'voorbehouden parkeerplaatsen', zone 'kiss & ride' en leveringszone conform de hierna vastgelegde modaliteiten.

Art. 7. De invordering van forfaitaire retributies zoals voorzien in het huidige besluit gebeurt in overeenstemming met artikel 38, § 4 van de Ordonnantie.

De forfaitaire retributie is verschuldigd per parkeerperiode. Een tweede uitnodiging om de verschuldigde forfaitaire retributie te kwijten wordt aangebracht 4 uur en 30 minuten na de aflevering van de eerste uitnodiging, indien het parkeren aanhoudt.

Art. 8. De retributie is verschuldigd door de gebruiker van het voertuig zoals gedefinieerd in artikel 1, 3^o van het huidige besluit. Wanneer het motorvoertuig wordt gebruikt door een bestuurder die niet de titularis is van de kentekenplaat van het voertuig, zal de titularis van de kentekenplaat de identificatiegegevens van de bestuurder overmaken aan de gemeente of het Parkeeragentschap die bij hem de verschuldigde retributie invordert.

Art. 9. Het Parkeeragentschap evalueert jaarlijks de tarieven. Volgend op die evaluatieoefening kan het Parkeeragentschap aan de Regering tariefwijzigingen voorstellen, ten einde de tarieven aan te passen aan de doelstellingen van het onderhavige besluit.

Art. 10. De Regering herzielt de tarieven, na advies van de gemeenteraden. De nieuwe tarieven worden uiterlijk op 30 april bekendgemaakt en gaan in op 1 september.

De eerste herziening zal plaatsvinden in het derde jaar volgend op de bekendmaking van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan in het *Belgisch Staatsblad*.

Afdeling 2. — De rode zone

Art. 11. De maximale parkeertijd in de rode zone is 2 uur.

Art. 12. De parkeerretributie die is verschuldigd in deze zone is :

- 0,50 euro voor een half uur;
- 2 euro voor een uur;
- 5 euro voor twee uur.

Elke periode die wordt aangevat is in haar geheel verschuldigd.

Het eerste kwartier is gratis, mits het ticket dat de parkeermeter hiervoor beschikbaar stelt, werd aangebracht. Er kan geen gebruik gemaakt worden van meerdere opeenvolgende gratis tickets voor dezelfde parkeerplaats.

Art. 13. In geval van niet-betaling van de verschuldigde retributie of in geval van overschrijding van de duurtijd van de betaalde parkeertijd of in geval van overschrijding van de maximale toegelaten parkeertijd, wordt de gebruiker geacht te hebben gekozen voor de betaling van een forfaitaire retributie van 25 euro per parkeerperiode.

Art. 14. Onder voorbehoud van wat is bepaald in artikel 39, tweede lid van de Ordonnantie, zijn de vrijstellingskaarten niet geldig in de rode zone.

Afdeling 3. — De oranje zone

Art. 15. De maximale parkeertijd in de oranje zone is 2 uur.

Art. 16. De parkeerretributie die verschuldigd is in deze zone is :

- 0,50 euro voor een half uur;
- 1 euro voor een uur;
- 3 euro voor twee uur.

Elke periode die wordt aangevat is in haar geheel verschuldigd.

Het eerste kwartier is gratis, mits het ticket dat de parkeermeter hiervoor beschikbaar stelt, werd aangebracht. Er kan geen gebruik gemaakt worden van meerdere opeenvolgende gratis tickets voor dezelfde parkeerplaats.

Art. 17. In geval van niet-betaling van de verschuldigde retributie of in geval van overschrijding van de duur van de betaalde parkeertijd of in geval van overschrijding van de maximale toegelaten parkeertijd, wordt de gebruiker geacht te hebben gekozen voor de betaling van een forfaitaire retributie van 25 euro per parkeerperiode.

Art. 18. Sous réserve de ce qui est précisé à l'article 39 alinéa 2 de l'Ordonnance, les cartes de dérogation ne sont pas valables en zone orange.

Section 4. — La zone grise

Art. 19. La durée du stationnement en zone grise est limitée à 4 heures 30 minutes.

Art. 20. La redevance de stationnement due dans cette zone est de :

- 0,50 euro pour une demi-heure;
- 1 euro pour une heure;
- 3 euros pour deux heures;
- 5 euros pour trois heures;
- 8 euros pour quatre heures;
- 9,50 euros pour quatre heures et trente minutes.

Toute période entamée est due dans son entièreté.

Le premier quart d'heure est gratuit, moyennant l'apposition du ticket délivré par l'horodateur à cet effet. Il ne peut être fait usage de plusieurs tickets gratuits successifs pour la même place de stationnement.

Art. 21. En cas de non-paiement de la redevance due ou de dépassement de la durée de stationnement payée ou de dépassement de la durée maximale autorisée, l'usager est réputé avoir opté pour le paiement d'une redevance forfaitaire dont le montant s'élève à 25 euros par période de stationnement.

Art. 22. Les cartes de dérogation sont valables en zone grise.

Section 5. — La zone verte

Art. 23. La durée du stationnement en zone verte n'est pas limitée.

Art. 24. La redevance de stationnement due dans cette zone est de :

- 0,50 euro pour une demi-heure;
- 1 euro pour une heure;
- 3 euros pour deux heures;
- 4,50 euros pour trois heures;
- 6 euros pour quatre heures;
- 1,50 euros pour chaque heure supplémentaire.

Toute période entamée est due dans son entièreté.

Le premier quart d'heure est gratuit, moyennant l'apposition du ticket délivré par l'horodateur à cet effet. Il ne peut être fait usage de plusieurs tickets gratuits successifs pour la même place de stationnement.

Art. 25. En cas de non-paiement de la redevance due ou de dépassement de la durée de stationnement payée, l'usager est réputé avoir opté pour le paiement d'une redevance forfaitaire dont le montant s'élève à 25 euros par période de stationnement.

Art. 26. La validité, en zone verte, des cartes de dérogation est définie conformément à l'article 39 de l'Ordonnance.

Section 6. — La zone bleue

Art. 27. En zone bleue, le stationnement gratuit est limité à deux heures.

Art. 28. En cas de dépassement de la durée autorisée de stationnement ou lorsque le disque de stationnement indiquant l'heure n'a pas été apposé sur la face interne du pare-brise avant du véhicule, l'usager est réputé avoir opté pour le paiement d'une redevance forfaitaire dont le montant s'élève à 25 euros par période de stationnement.

Art. 29. La validité en zone bleue des cartes de dérogation est définie conformément à l'article 39 de l'Ordonnance.

Section 7. — La zone 'événement'

Art. 30. La durée du stationnement en zone 'événement' n'est pas limité dans le temps mais est limitée à une période de quatre heures et trente minutes.

Art. 31. La redevance de stationnement due dans cette zone est de :

- 2,50 euros pour une demi-heure;
- 5 euros pour une heure;
- 10 euros pour deux heures;

Art. 18. Onder voorbehoud van wat is bepaald in artikel 39, tweede lid van de Ordonnantie, zijn de vrijstellingskaarten niet geldig in de oranje zone.

Afdeling 4. — De grijze zone

Art. 19. De maximale parkeertijd in de grijze zone is beperkt tot 4 uren 30 minuten.

Art. 20. De parkeerretributie die verschuldigd is in deze zone is :

- 0,50 euro voor een half uur;
- 1 euro voor een uur;
- 3 euro voor twee uur;
- 5 euro voor drie uur;
- 8 euro voor vier uur;
- 9,50 euro voor vier uur en dertig minuten.

Elke periode die wordt aangevat is in haar geheel verschuldigd.

Het eerste kwartier is gratis, mits het ticket dat de parkeermeter hiervoor beschikbaar stelt, werd aangebracht. Er kan geen gebruik gemaakt worden van meerdere opeenvolgende gratis tickets voor dezelfde parkeerplaats.

Art. 21. In geval van niet-betaling van de verschuldigde retributie of in geval van overschrijding van de duur van de betaalde parkeertijd of in geval van overschrijding van de maximale toegelaten parkeertijd, wordt de gebruiker geacht te hebben gekozen voor de betaling van een forfaitaire retributie van 25 euro per parkeerperiode.

Art. 22. De vrijstellingskaarten zijn geldig in de grijze zone.

Afdeling 5. — De groene zone

Art. 23. De parkeertijd in de groene zone is niet beperkt.

Art. 24. De parkeerretributie die is verschuldigd in deze zone is vastgelegd als volgt :

- 0,50 euro voor een half uur;
- 1 euro voor een uur;
- 3 euro voor twee uur;
- 4,50 euro voor drie uur;
- 6 euro voor vier uur;
- 1,50 euro voor elk bijkomend uur.

Elke eenheid die wordt aangevat is in haar geheel verschuldigd.

Het eerste kwartier is gratis, mits het ticket dat de parkeermeter hiervoor beschikbaar stelt werd aangebracht. Er kan geen gebruik gemaakt worden van meerdere opeenvolgende gratis tickets voor dezelfde parkeerplaats.

Art. 25. In geval van niet-betaling van de verschuldigde retributie of in geval van overschrijding van de duur van de betaalde parkeertijd, wordt de gebruiker geacht te hebben gekozen voor de betaling van een forfaitaire retributie van 25 euro per parkeerperiode.

Art. 26. De geldigheid, in de groene zone, van de vrijstellingskaarten wordt bepaald conform artikel 39 van de Ordonnantie.

Afdeling 6. — De blauwe zone

Art. 27. In de blauwe zone is het gratis parkeren beperkt tot twee uur.

Art. 28. In geval van overschrijding van de toegelaten parkeertijd of wanneer de parkeerschijf die de tijd aanduidt zich niet aan de binnenzijde van de voorruit of vooraan het voertuig bevindt, wordt de gebruiker geacht te hebben gekozen voor de betaling van een forfaitaire retributie van 25 euro per parkeerperiode.

Art. 29. De geldigheid van vrijstellingskaarten in de blauwe zone wordt bepaald conform artikel 39 van de Ordonnantie.

Afdeling 7. — De evenementenzone

Art. 30. De parkeertijd in evenementenzone zone kent geen beperking in de tijd maar is beperkt tot een periode van vier uur en dertig minuten.

Art. 31. De parkeerretributie die is verschuldigd in deze zone is :

- 2,50 euro voor een half uur;
- 5 euro voor een uur;
- 10 euro voor twee uur;

- 15 euros pour trois heures;
- 20 euros pour quatre heures;
- 22,50 euros pour quatre heures et trente minutes.

Le premier quart d'heure est gratuit, moyennant l'apposition du ticket délivré par l'horodateur à cet effet. Il ne peut être fait usage de plusieurs tickets gratuits successifs pour la même place de stationnement.

Art. 32. En cas de non-paiement de la redevance due ou de dépassement de la durée de stationnement payée, l'usager est réputé avoir opté pour le paiement d'une redevance forfaitaire dont le montant s'élève à 50 euros par période de stationnement.

Art. 33. Les cartes de dérogation, à l'exception des cartes de dérogation facultatives, sont valables en zone 'événement'.

Section 8. — La zone de livraison

Art. 34. Une redevance forfaitaire de 100 euros par période de stationnement est due en cas de stationnement sur une zone délimitée par un panneau E9 a, tel que défini à l'article 70.2.1 de l'arrêté royal du 12 décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, complété par un panneau additionnel « payant sauf livraisons » précisant la durée du stationnement réglementé.

Le montant du forfait de 100 euros est indiqué à l'aide d'un panneau d'information.

Art. 35. Sous réserve de ce qui est précisé à l'article 39 alinéa 2 de l'Ordonnance, les cartes de dérogation ne sont pas valables en zone de livraison.

Art. 36. La durée d'utilisation d'une place de stationnement n'est pas limitée en zone de livraison.

Section 9. — La zone 'emplacement réservé'

Art. 37. La durée d'utilisation d'une place de stationnement n'est pas limitée dans la zone 'emplacement réservé'.

Art. 38. Sous réserve de ce qui est précisé à l'article 39 alinéa 2 de l'Ordonnance, en zone « emplacement réservé riverain », seule la carte de dérogation « riverain » est valable.

Art. 39. Sous réserve de ce qui est précisé à l'article 39 alinéa 2 de l'ordonnance, en zone 'emplacement réservé voitures partagées', seule la carte de dérogation « voiture partagée » est valable.

Art. 40. Une redevance forfaitaire de 25 euros par période de stationnement est due en cas de stationnement sur un emplacement « réservé riverain » ou « réservé voiture partagée », sans apposition de la carte de dérogation appropriée à cette zone.

Section 10. — La zone 'kiss & ride'

Art. 41. En zone 'kiss & ride', le stationnement est gratuit durant le temps repris sur la signalisation routière prévue à cet effet. En cas de dépassement du temps de stationnement autorisé, une redevance forfaitaire de 100 euros par période de stationnement est due.

Art. 42. Sous réserve de ce qui est précisé à l'article 39 alinéa 2 de l'Ordonnance, les cartes de dérogation ne sont pas valables en zone 'kiss & ride'.

CHAPITRE VI. — Modalités de délivrance et d'utilisation des cartes de dérogation

Section 1^{re}. — Dispositions communes à toutes les cartes de dérogation

Art. 43. Sans préjudice de l'arrêté ministériel du 9 janvier 2007 concernant la carte communale de stationnement, les collèges des bourgmestre et échevins sont compétents pour délivrer les cartes de dérogation d'après les modalités définies ci-après.

Les collèges des bourgmestre et échevins délivrent les cartes de dérogation après avoir vérifié, sur base des justificatifs demandés, que le demandeur de la carte de dérogation satisfait aux conditions d'octroi.

Art. 44. Les conseils communaux prévoient dans leur plan d'action communal de stationnement des mesures pour garantir et rendre effectif le respect de l'usage correct de ces cartes de dérogation.

Art. 45. L'Agence du stationnement met en place un système informatisé de gestion des cartes de dérogation, accessible aux communes contre paiement afin d'en contrôler l'utilisation, le suivi et les abus.

- 15 euro voor drie uur;
- 20 euro voor vier uur;
- 22,50 euro voor vier uur en dertig minuten.

Het eerste kwartier is gratis, mits het ticket dat de parkeermeter hiervoor beschikbaar stelt, werd aangebracht. Er kan geen gebruik gemaakt worden van meerdere opeenvolgende gratis tickets voor dezelfde parkeerplaats.

Art. 32. In geval van niet-betaling van de verschuldigde retributie of in geval van overschrijding van de duur van de betaalde parkeertijd, wordt de gebruiker geacht te hebben gekozen voor de betaling van een forfaitaire retributie van 50 euro per parkeerperiode.

Art. 33. De vrijstellingskaarten, met uitzondering van de facultatieve vrijstellingskaarten, zijn geldig in de evenementenzone.

Afdeling 8. — De leveringszone

Art. 34. Een forfaitaire retributie van 100 euro per parkeerperiode is verschuldigd bij het parkeren in een zone aangegeven door verkeersbord E9 a, zoals gedefinieerd in artikel 70.2.1 van het koninklijk besluit van 12 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg, aangevuld met onderbord « betalend behoudens levering » met precisering van de duur van de gereglementeerde parkeertijd.

Het bedrag van de forfaitaire retributie van 100 euro wordt aangegeven met behulp van een informatiebord.

Art. 35. Onder voorbehoud van wat is bepaald in artikel 39, tweede lid van de Ordonnantie, zijn de vrijstellingskaarten niet geldig in de leveringszone.

Art. 36. De duur van het gebruik van een parkeerplaats is niet beperkt in de leveringszone.

Afdeling 9. — De zone 'voorbehouden parkeerplaatsen'

Art. 37. De duur van het gebruik van een parkeerplaats is niet beperkt in de zone 'voorbehouden parkeerplaatsen'.

Art. 38. Onder voorbehoud van wat is bepaald in artikel 39, tweede lid van de Ordonnantie, is in een « bewonerszone » enkel de vrijstellingskaart « buurtbewoner » geldig.

Art. 39. Onder voorbehoud van wat is bepaald in artikel 39, tweede lid van de ordonnantie, is in een 'zone voorbehouden voor autodelen' enkel een vrijstellingskaart « parkeerkaart voor autodelen » geldig.

Art. 40. Bij het parkeren in een « bewonerszone » of een « zone voorbehouden voor autodelen », zonder toepassing van de vrijstellingsskaart die toepasselijk is voor die zone, is een forfaitaire retributie van 25 euro per parkeerperiode verschuldigd.

Afdeling 10. — De zone 'kiss & ride'

Art. 41. In een zone 'kiss & ride' is parkeren gratis gedurende de tijd die is aangegeven op de daartoe bestemde wegsignalisatie. In geval van overschrijding van de toegelaten parkeertijd is een forfaitaire retributie verschuldigd van 100 euro per parkeerperiode.

Art. 42. Onder voorbehoud van wat is bepaald in artikel 39, tweede lid van de Ordonnantie, zijn de vrijstellingskaarten niet geldig in de zone 'kiss & ride'.

HOOFDSTUK VI. — Modaliteiten inzake de afgifte en het gebruik van de vrijstellingskaarten

Afdeling 1. — Bepalingen gemeenschappelijk aan alle vrijstellingskaarten

Art. 43. Onverminderd het ministerieel besluit van 9 januari 2007 betreffende de gemeentelijke parkeerkaart, zijn de colleges van burgemeester en schepenen bevoegd voor de uitgifte van vrijstellingskaarten volgens de modaliteiten zoals hieronder uiteengezet.

De colleges van burgemeester en schepenen leveren de vrijstellingskaarten af nadat aan de hand van bewijsstukken werd nagegaan of de aanvrager van de vrijstellingskaart voldoet aan de toekenningsvoorwaarden.

Art. 44. De gemeenteraden voorzien in hun gemeentelijk parkeeractieplan in maatregelen om het correcte gebruik van die vrijstellingskaarten te garanderen en doeltreffend te maken.

Art. 45. Het Parkeeragentschap zorgt voor een geïnformatiseerd beheersysteem van de vrijstellingskaarten, dat tegen betaling toegankelijk is voor de gemeenten, en dat tot doel heeft het gebruik, het toezicht en het misbruik te controleren.

Ce système informatisé devra au minimum reprendre les cartes de dérogation « riverain temporaire », « multi-secteurs » et « intervention ».

Le collège des bourgmestre et échevins fournit annuellement à l'Agence du stationnement, les informations demandées relatives aux cartes de dérogation.

Section 2. — Les secteurs de stationnement

Art. 46. L'Agence du stationnement établit, sur base des propositions des conseils communaux et en concertation avec ceux-ci, des secteurs de stationnement pour l'ensemble du territoire de la Région, de préférence sur la base du découpage en quartiers et pouvant s'affranchir des limites communales.

Ces secteurs de stationnement délimitent les voies sur lesquelles chaque carte de dérogation est valable.

La superficie d'un secteur de stationnement ne peut pas être supérieure à 150 ha.

Les conseils communaux peuvent proposer à l'Agence du stationnement des adaptations de cette sectorisation à la réalité du terrain, sous réserve du respect des règles définies par le présent arrêté.

L'Agence du stationnement veille à la cohérence des secteurs de stationnement entre communes limitrophes et à l'équilibre d'ensemble au niveau régional. L'Agence du stationnement développe un système informatisé permettant de systématiser et d'harmoniser le découpage.

Art. 47. Une révision partielle du découpage sectoriel a lieu au moins tous les deux ans, afin de tenir compte du retour d'expérience et de l'éventuelle évolution des situations locales du stationnement.

Cette révision peut être sollicitée par un conseil communal, un comité de quartier, une association locale ou un particulier, pour autant qu'il démontre son intérêt propre à agir et formule une demande compatible avec les principes d'établissement initial du découpage et de validité géographique des cartes de dérogation.

Le nouveau découpage prend effet au 1^{er} septembre d'une année paire.

Section 3. — La carte de dérogation « riverain »

Art. 48. La carte de dérogation « riverain » est octroyée par le collège des bourgmestre et échevins à la personne inscrite aux registres de la population ou au registre d'attente de la commune concernée, et qui habite en zone réglementée rouge, orange, grise, verte, bleue ou zone 'événement'.

Le titulaire de la carte de dérogation « riverain » est seulement autorisé à stationner dans les limites du secteur ou des secteurs de stationnement qui lui sont assignés et dans les secteurs limitrophes aux secteurs de stationnement assignés, afin de tenir compte des effets de bord.

L'Agence du stationnement définira en concertation avec les conseils communaux les règles d'attribution de ces secteurs de stationnement limitrophes supplémentaires de façon à ce qu'une carte de riverain ait en principe une validité limitée à 150 ha au maximum.

Art. 49. La validité de la carte de dérogation « riverain » est définie à l'article 39 de l'Ordonnance et conformément au présent arrêté.

Art. 50. La carte de dérogation « riverain » ne concerne qu'une seule plaque d'immatriculation et il ne peut être délivré qu'une seule carte par véhicule. Elle ne peut être délivrée que pour les véhicules dont la masse maximale autorisée n'excède pas 3,5 tonnes.

Une carte de dérogation « riverain » ne concerne qu'un seul véhicule et le demandeur doit fournir la preuve que le véhicule est immatriculé à son nom ou qu'il en dispose de façon permanente, conformément à l'arrêté ministériel du 9 janvier 2007 concernant la carte communale de stationnement.

Les conseils communaux instaurent un système de reconnaissance du véhicule remplaçant temporairement le véhicule pour lequel la carte de dérogation a été délivrée.

Dat geïnformatiseerd beheersysteem bevat minstens de vrijstellingskaarten « tijdelijke buurtbewoners », « multisectoren » en « interventie ».

Het college van burgemeester en schepenen verstrekt jaarlijks aan het Parkeeragentschap de gevraagde informatie met betrekking tot de vrijstellingskaarten.

Afdeling 2. — De parkeersectoren

Art. 46. Het Parkeeragentschap legt op basis van de voorstellen van de gemeenteraden en in gemeen overleg met de gemeenteraden de parkeersectoren vast voor het hele grondgebied van het Gewest, bij voorkeur op basis van de indeling in wijken en waarbij de gemeentegrenzen kunnen worden overschreden.

Die parkeersectoren bakenen de wegen af waarop elke vrijstellingsskaart van toepassing is.

De oppervlakte van een parkeersector mag niet groter zijn dan 150 ha.

De gemeenteraden kunnen aan het Parkeeragentschap aanpassingen voorstellen om de indeling in sectoren aan te passen aan de werkelijkheid op het terrein, onder voorbehoud van respect van de regels vastgelegd in het huidige besluit.

Het Parkeeragentschap waakt erover dat de parkeersectoren van aangrenzende gemeenten een logische samenhang hebben en dat het geheel op gewestelijk niveau evenwicht vertoont. Het Parkeeragentschap ontwikkelt een geïnformatiseerd systeem om de indeling te systematiseren en te harmoniseren.

Art. 47. Een gedeeltelijke herziening van de indeling heeft minstens iedere twee jaar plaats, ten einde rekening te kunnen houden met de praktijkervaring en om eventuele evoluties van plaatselijke parkeersituaties op te vangen.

Deze herziening kan aangevraagd worden door een gemeenteraad, een wijkcomité, een plaatselijke vereniging of een particulier, op voorwaarde dat hij het belang van zijn actie kan aantonen en hij een aanvraag indient die verenigbaar is met de oorspronkelijke sectorale opsplitsing en met de geografische geldigheidsprincipes van de vrijstellingskaarten.

De nieuwe indeling gaat in op 1 september van een even jaartal.

Afdeling 3. — De vrijstellingskaart « buurtbewoner »

Art. 48. De vrijstellingskaart "buurtbewoner" wordt door het college van burgemeester en schepenen toegekend aan de persoon die is ingeschreven in het bevolkingsregister of in het wachtregister van de desbetreffende gemeente, en die woont in gereguleerde rode zone, oranje zone, grijze zone, groene zone, blauwe zone of evenementenzone.

De titularis van een vrijstellingskaart « buurtbewoner » is het enkel toegelaten om zijn voertuig te parkeren binnen de grenzen van de parkeersector of de parkeersectoren die hem zijn toegewezen en in de sectoren die grenzen aan de toegekende parkeersectoren, ten einde rekening te houden met het overloopeffect.

Het Parkeeragentschap zal in overleg met de gemeenteraden de toewijzingsregels van deze bijkomende aangrenzende parkeersectoren definiëren op zodanige manier dat de geldigheid van een vrijstellingskaart "buurtbewoner" in principe beperkt is tot een gebied van maximum 150 ha.

Art. 49. De geldigheid van de vrijstellingskaart « buurtbewoner » wordt bepaald in artikel 39 van de Ordonnantie en conform het huidige besluit.

Art. 50. De vrijstellingskaart « buurtbewoner » heeft slechts betrekking op één kentekenplaat en er kan slechts één kaart per voertuig worden afgeleverd. De kaart kan enkel afgeleverd worden voor voertuigen waarvan de maximale toegelaten massa 3,5 ton niet overschrijdt.

De vrijstellingskaart « buurtbewoner » heeft slechts betrekking op één voertuig en de aanvrager moet het bewijs leveren dat het voertuig is ingeschreven op zijn naam of dat hij er op permanente wijze over kan beschikken, in overeenstemming met het ministerieel besluit van 9 januari 2007 betreffende de gemeentelijke parkeerkaart.

De gemeenteraden voorzien een erkenningssysteem voor het voertuig dat tijdelijk het voertuig, waarvoor de vrijstellingskaart werd uitgereikt, vervangt.

Art. 51. Il ne peut être délivré plus de deux cartes de dérogation « riverain » par ménage.

Le nombre de cartes de dérogation se comprend par ménage et inclut les cartes de dérogation « riverain » et « riverain temporaire ».

Les conseils communaux peuvent décider, de manière motivée, d'autoriser plusieurs cartes par ménage, après avoir recueilli l'avis de l'Agence du stationnement.

Le cas échéant, ils fixent, en concertation avec l'Agence du stationnement, les critères qui justifient l'octroi de plus de deux cartes par ménage.

Les conseils communaux motivent cette décision lors de l'élaboration du plan d'action communal.

Art. 52. Les conseils communaux peuvent limiter, sur avis conforme du Gouvernement de la Région, et après avoir recueilli l'avis de l'Agence du stationnement, le nombre total de cartes de dérogation « riverain » valables sur un secteur de stationnement au nombre de places de stationnement existant sur ce secteur ou à un nombre inférieur.

Pour les secteurs limitrophes d'une autre commune et les secteurs de stationnement à cheval sur plusieurs communes, cette limitation n'est applicable que si les communes concernées passent un accord à ce sujet.

Le dispositif décrit à l'alinéa premier peut aussi être appliqué à un ensemble de secteurs de stationnement d'une commune ou de plusieurs communes limitrophes qui passent un accord entre elles. Dans un ensemble de secteurs de stationnement, la validité d'une carte de dérogation « riverain » reste limitée à 150 ha maximum.

Art. 53. Si les conseils communaux instaurent des quotas pour les cartes de dérogation « riverain », conformément au système décrit à l'article 52, la carte de dérogation délivrée n'aura qu'une validité d'un an.

Par ailleurs, les cartes de dérogation seront délivrées d'après les priorités suivantes, par ordre décroissant :

1. La première carte de dérogation « riverain » du ménage;
2. Les véhicules satisfaisant aux critères agréés par l'Agence du stationnement;
3. La carte de dérogation « riverain temporaire »;
4. La 2^e carte de dérogation « riverain » du ménage;
5. Les éventuelles 3^e cartes de dérogation « riverain ».

Art. 54. Le prix des cartes de dérogation « riverain » est :

- 1^{re} carte de dérogation : 5 euros par an;
- 2^e carte de dérogation : 50 euros par an;
- Carte de dérogation supplémentaire : 200 euros par an.

Art. 55. Les conseils communaux peuvent décider, de manière motivée, d'instaurer des tarifs plus élevés, après avoir recueilli l'avis de l'Agence du stationnement.

Ils motivent cette décision et fixent, en concertation avec l'Agence du stationnement, les critères qui justifient une telle augmentation du tarif.

Art. 56. Les conseils communaux ne peuvent pas accorder la gratuité au résident qui stationne devant l'accès carrossable de sa propriété en zone payante.

Art. 57. Les cartes de dérogation « riverain » ont une durée de validité de un ou deux ans, au choix du demandeur. La carte est valable à partir de la date d'achat. A la fin de la période de validité, le demandeur doit postuler l'octroi d'une nouvelle carte de dérogation. La commune vérifie à cette occasion s'il satisfait toujours aux conditions d'octroi.

La carte de dérogation doit être restituée dès que le bénéficiaire ne remplit plus les conditions d'octroi définies dans le présent arrêté et dans l'arrêté ministériel du 9 janvier 2007 concernant la carte communale de stationnement. Le montant de la 1^{re} année reste dû intégralement. Au-delà, s'il échet, les mois entiers non consommés sont remboursés.

En cas de modification du plan des secteurs de stationnement, les cartes de dérogation concernées par ces modifications sont échangées à effet de la date d'application de la nouvelle sectorisation.

Art. 51. Er kunnen per gezin niet meer dan twee « buurtbewoner » vrijstellingskaarten worden toegekend.

Het aantal vrijstellingskaarten wordt berekend per gezin en omvat de vrijstellingskaarten « buurtbewoner » en « tijdelijke buurtbewoner ».

De gemeenteraden kunnen op gemotiveerde wijze beslissen om meerdere kaarten per gezin toe te kennen, na hierover het advies te hebben ingewonnen van het Parkeeragentschap.

In voorkomend geval leggen zij, in overleg met het Parkeeragentschap, de criteria vast die de toekenning van meer dan twee kaarten per gezin rechtvaardigen.

De gemeenteraden motiveren die beslissing bij het uitwerken van het gemeentelijke parkeeractieplan.

Art. 52. De gemeenteraden kunnen, op eensluidend advies van de Gewestregering, en na het advies van het Parkeeragentschap te hebben ingewonnen, het totale aantal vrijstellingskaarten « buurtbewoner » die geldig zijn in een parkeersector beperken tot het aantal bestaande parkeerplaatsen in die sector of tot een lager aantal.

Voor de aangrenzende sectoren die grenzen aan een andere gemeente en de parkeersectoren die zich op het grondgebied van verschillende gemeenten bevinden, is deze beperking slechts van toepassing indien de desbetreffende gemeenten hierover een akkoord bereiken.

Het dispositief dat wordt beschreven in de eerste lid kan ook worden toegepast op een geheel van parkeersectoren van een gemeente of van meerdere aangrenzende gemeenten die onderling een akkoord bereiken. In een groep van parkeersectoren blijft de geldigheid van een vrijstellingskaart « buurtbewoner » beperkt tot een maximum van 150 ha.

Art. 53. Indien de gemeenteraden quota instellen voor de vrijstellingskaarten « buurtbewoner », in overeenstemming met het systeem zoals beschreven in artikel 52, zal de afgeleverde vrijstellingskaart slechts één jaar geldig zijn.

Bovendien zullen de vrijstellingskaarten moeten worden uitgereikt in overeenstemming met de volgende prioriteiten, in afnemende volgorde :

1. De eerste vrijstellingskaart « buurtbewoner » van het gezin;
2. De voertuigen die voldoen aan de criteria die zijn vastgesteld door het Parkeeragentschap;
3. De vrijstellingskaart « tijdelijke buurtbewoner »;
4. De tweede vrijstellingskaart « buurtbewoner » van het gezin;
5. De eventuele derde vrijstellingskaarten « buurtbewoner ».

Art. 54. De prijs van de vrijstellingskaarten « buurtbewoner » is :

- 1ste vrijstellingskaart : 5 euro per jaar;
- 2de vrijstellingskaart : 50 euro per jaar;
- Aanvullende vrijstellingskaart : 200 euro per jaar.

Art. 55. De gemeenteraden kunnen, bij gemotiveerde beslissing en na hierover het advies te hebben ingewonnen van het Parkeeragentschap, hogere tarieven vastleggen.

Zij motiveren die beslissing en leggen in overleg met het Parkeeragentschap de criteria vast die een dergelijke verhoging van het tarief verantwoorden.

Art. 56. De gemeenteraden kunnen geen gratis vrijstellingskaarten afleveren aan een bewoner die parkeert voor de inrij van zijn eigendom in een betalende zone.

Art. 57. De vrijstellingskaarten « buurtbewoner » hebben een geldigheidsduur van één of twee jaar, naar keuze van de aanvrager. De kaart is geldig vanaf de datum van aanschaf. Op het einde van de geldigheidsperiode moet de aanvrager de toekenning van een nieuwe vrijstellingskaart aanvragen. De gemeente verifieert bij die gelegenheid of de aanvrager nog steeds aan de toekenningsvoorwaarden voldoet.

De vrijstellingskaart moet worden teruggegeven van zodra de begunstigde niet meer aan de toekenningsvoorwaarden voldoet zoals omschreven in het huidige besluit en in het ministerieel besluit van 9 januari 2007 betreffende de gemeentelijke parkeerkaart. De retributie voor het eerste jaar blijft integraal verschuldigd. Bovenop dit bedrag worden, in voorkomend geval, de volledige maanden waarin de vrijstellingskaart niet werd gebruikt, terugbetaald.

In geval van wijziging van het parkeersectorenplan, worden de desbetreffende vrijstellingskaarten vervangen met ingang van de datum van toepassing van de nieuwe indeling in sectoren.

Section 4. — La carte de dérogation « riverain temporaire »

Art. 58. Les collègues des bourgmestre et échevins peuvent délivrer une carte de dérogation « riverain temporaire » :

— aux personnes domiciliées sur leur territoire et ayant un besoin ponctuel de stationnement;

— aux personnes ayant une résidence secondaire sur leur territoire.

Art. 59. Le prix de la carte de dérogation est de 5 euros pour 63 jours.

Les conseils communaux peuvent décider, par décision motivée et après avoir recueilli l'avis de l'Agence du stationnement, d'appliquer un tarif plus élevé.

La validité de la carte est limitée au nombre de jours payés et il ne peut être délivré qu'une carte de riverain temporaire par ménage, pour un maximum cumulé de 63 jours réglés par période mobile de 365 jours calendaires.

Art. 60. Il ne peut être délivré de carte de dérogation « riverain temporaire » pour le même secteur de stationnement à un ménage qui détient déjà le nombre maximal de cartes de dérogation « riverain ».

Section 5. — Les cartes de dérogation standard

Sous-section 1^{re}. — Disposition commune
à toutes les cartes de dérogation définies dans la présente section

Art. 61. Les cartes de dérogation définies dans la présente section sont valables dans tous les secteurs de stationnement de la Région, dans les zones concernées.

Ces cartes de dérogation ne concernent qu'une seule plaque d'immatriculation et il ne peut être délivré qu'une seule carte de dérogation de même type par véhicule.

Sous-section 2. — La carte de dérogation
« prestataire de soins médicaux urgents »

Art. 62. Les collègues des bourgmestre et échevins délivrent aux personnes dispensant des soins médicaux urgents une carte de dérogation « prestataire de soins médicaux urgents ». Cette carte de dérogation leur permet de stationner gratuitement lorsqu'ils sont en cours d'intervention et durant le temps de la dispensation effective des soins médicaux urgents.

L'usage de cette carte de dérogation est strictement professionnel.

La carte de dérogation doit être apposée de façon visible sur la face interne du pare-brise avant du véhicule. Elle est accompagnée de la mention « en cours d'intervention » et du disque bleu de stationnement indiquant l'heure d'arrivée du prestataire de soins.

Les collègues des bourgmestre et échevins rappellent, lors de la délivrance de la carte de dérogation, les règles d'utilisation précitées.

Art. 63. Sont entendus, au sens du présent arrêté, comme « personnes dispensant des soins médicaux urgents », les personnes prodiguant des soins médicaux et possédant un numéro INAMI, lorsqu'elles sont amenées à dispenser immédiatement un secours approprié à toute personne dont l'état de santé par suite d'un accident ou d'une maladie soudaine ou de la complication soudaine d'une maladie requiert une intervention urgente.

Art. 64. Le demandeur d'une carte de dérogation « prestataire de soins médicaux urgents » fourni à la commune ou à l'Agence du stationnement la preuve qu'il dispose d'un numéro INAMI en tant que dispensateur de soins individuels.

Les collègues des bourgmestre et échevins vérifient les documents fournis et peuvent exiger que des renseignements supplémentaires leur soient remis afin de contrôler que ces conditions sont remplies.

Art. 65. Le prix de la carte de dérogation est de 200 euros par an.

Sous-section 3. — La carte de dérogation
« prestataire de soins médicaux non urgents »

Art. 66. Les collègues des bourgmestre et échevins délivrent aux véhicules des personnes dispensant des soins médicaux non urgents, une carte de dérogation « prestataire de soins médicaux non urgents ». Cette carte de dérogation leur permet de stationner gratuitement lorsqu'ils sont en cours d'intervention et durant le temps de la dispensation effective des soins médicaux.

Afdeling 4. — De vrijstellingskaart « tijdelijke buurtbewoner »

Art. 58. De colleges van burgemeester en schepenen kunnen een vrijstellingskaart « tijdelijke buurtbewoner » afleveren :

— aan personen die gedomicilieerd zijn op hun grondgebied en die een specifieke nood hebben aan parkeerplaats;

— aan personen die een tweede verblijfplaats hebben op hun grondgebied.

Art. 59. De prijs van de vrijstellingskaart is 5 euro voor 63 dagen.

De gemeenteraden kunnen beslissen, bij gemotiveerde beslissing en na advies te hebben ingewonnen van het Parkeeragentschap, om een hoger tarief toe te passen.

De geldigheid van een vrijstellingskaart is begrensd tot het aantal betaalde dagen en er kan per gezin slechts één vrijstellingskaart « tijdelijke buurtbewoner » worden afgeleverd, voor een gecumuleerd maximum van 63 dagen gerekend over een vlottende periode van 365 kalenderdagen.

Art. 60. Er kan geen vrijstellingskaart « tijdelijke buurtbewoner » worden toegekend voor dezelfde parkeersector aan een gezin dat reeds het maximale aantal vrijstellingskaarten « buurtbewoner » bezit.

Afdeling 5. — De standaard vrijstellingskaarten

Onderafdeling 1. — Bepalingen gemeenschappelijk
aan alle vrijstellingskaarten gedefinieerd in deze afdeling

Art. 61. De vrijstellingskaarten die in de huidige afdeling worden gedefinieerd zijn geldig in alle parkeersectoren van het Gewest, in de betreffende zones.

Deze vrijstellingskaarten hebben slechts betrekking op één enkele nummerplaat en er mag slechts één type vrijstellingskaart per voertuig worden afgeleverd.

Onderafdeling 2. — De vrijstellingskaart
voor « zorgverleners van dringende medische hulp »

Art. 62. De colleges van burgemeester en schepenen leveren aan de personen die dringende medische hulp verlenen een vrijstellingskaart af van "zorgverlener van dringende medische hulp". Deze kaart staat hen toe gratis te parkeren tijdens een interventie en gedurende de tijd van de effectieve toediening van dringende medische zorgverlening.

Het gebruik van deze vrijstellingskaart is strikt beroepsmatig.

De kaart moet zichtbaar aan de binnenzijde van de voorruit van het voertuig aangebracht worden. Ze wordt vergezeld door de vermelding "interventie bezig" en de blauwe parkeerschijf dewelke het aankomstuur van de zorgverlener aangeeft.

De colleges van burgemeester en schepenen herinneren, wanneer de vrijstellingskaart afgeleverd wordt, aan de bovengenoemde regels.

Art. 63. In het kader van dit besluit worden als "zorgverlener van dringende medische hulp" beschouwd, de personen die medische zorgen toedienen en die over een RIZIV-nummer beschikken, wanneer zij gestuurd zijn om onmiddellijk passende zorg te verlenen aan eenieder van wie de gezondheidstoestand, omwille van een ongeval, een plotse ziekte of plotse complicatie van een ziekte, een dringende interventie vereist.

Art. 64. De aanvrager van een vrijstellingskaart "zorgverlener dringende medische hulp", bezorgt aan de gemeente of aan het Parkeeragentschap het bewijs dat hij over een RIZIV-nummer beschikt als individuele zorgverstrekker.

De colleges van burgemeester en schepenen controleren de bezorgde documenten en kunnen eisen dat bijkomende informatie wordt bezorgd, teneinde te kunnen controleren of de voormelde voorwaarden vervuld zijn.

Art. 65. De prijs van de vrijstellingskaart bedraagt 200 euro per jaar.

Onderafdeling 3. — De vrijstellingskaart
voor « zorgverleners van niet-dringende medische hulp »

Art. 66. De colleges van burgemeester en schepenen leveren aan de voertuigen van personen die niet-dringende medische hulp verlenen een vrijstellingskaart af van "zorgverlener van niet-dringende medische hulp". Deze kaart staat hen toe gratis te parkeren tijdens een interventie en gedurende de tijd van de effectieve toediening van medische zorgverlening.

Les véhicules de ces prestataires de soins sont liés aux organisations reconnues par la Commission communautaire française, la Commission communautaire flamande et la Commission communautaire commune. Les prestataires de soins non urgents incluent également les vétérinaires.

La carte de dérogation doit être apposée de façon visible sur la face interne du pare-brise avant du véhicule. Elle est accompagnée de la mention « en cours d'intervention » et du disque bleu de stationnement indiquant l'heure d'arrivée du prestataire de soins.

Art. 67. La carte est valable en zone bleue, verte, grise et en zone 'événement'.

Art. 68. Le prix de la carte est de 75 euros/an.

Sous-section 4. — La carte de dérogation « voiture partagée »

Art. 69. Les collègues des bourgmestre et échevins accordent aux exploitants de véhicules à moteur affectés au système de véhicules partagés et agréés par l'Agence du stationnement conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2013 fixant les modalités d'utilisation des places de stationnement réservées en voirie aux opérateurs de véhicules à moteur partagés, les cartes de dérogation « voiture partagée » nécessaires qu'ils apposent de façon visible à l'intérieur du pare-brise avant du véhicule partagé.

Chaque carte de dérogation est liée à un seul numéro de plaque d'immatriculation.

La validité de la carte de dérogation « voiture partagée » est définie à l'article 39 de l'Ordonnance. Elle est également valable en zone grise et en zone 'événement'.

La carte de dérogation « voiture partagée » n'est valable que lorsque le véhicule est en cours d'utilisation par un client payant le service d'une voiture partagée. Le caractère « partagé » du véhicule est indiqué de façon claire sur celui-ci par la société exploitant ce service.

Art. 70. Le prix de la carte de dérogation est fixé à 5 euros par véhicule par an.

Sous-section 5. — La carte de dérogation pour personnes handicapées

Art. 71. La carte européenne de stationnement pour personnes handicapées tient lieu de carte de dérogation.

Art. 72. Sans préjudice de l'article 39 de l'Ordonnance, la carte de dérogation pour personnes handicapées est valable en zone grise et en zone 'événement'.

Section 6. — Les cartes de dérogation facultatives

Sous-section 1^{re}. — Dispositions communes à toutes les cartes de dérogation définies dans la présente section

Art. 73. Les collègues des bourgmestre et échevins peuvent accorder des cartes de dérogation facultatives, conformément à la présente section.

Les collègues des bourgmestre et échevins ne peuvent octroyer, pour la première application de leur plan d'action communal de stationnement, un nombre de cartes de dérogation supérieur à celui qui a été attribué dans l'année précédant ce plan.

Art. 74. Le détenteur de la carte de dérogation est seulement autorisé à stationner dans les limites du/des secteur(s) de stationnement qui lui est/sont assigné(s).

Ces cartes de dérogation ne concernent qu'une seule plaque d'immatriculation et il ne peut être délivré qu'une seule carte de dérogation de même type par véhicule.

Art. 75. La validité des cartes de dérogation facultatives est définie à l'article 39 de l'Ordonnance et conformément au présent arrêté.

Art. 76. Les conseils communaux peuvent limiter, sur avis conforme du Gouvernement de la Région et après avoir recueilli l'avis de l'Agence du stationnement, le nombre total de cartes de dérogation facultatives, valables sur un secteur de stationnement au nombre de places de stationnement existant sur ce secteur ou à un nombre inférieur.

Pour les secteurs limitrophes d'une autre commune et les secteurs à cheval sur plusieurs communes, cette limitation n'est applicable que si les communes concernées passent un accord à ce sujet.

De voertuigen van de zorgverleners zijn verbonden aan organisaties erkend door de Franse Gemeenschapscommissie, de Vlaamse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie. De zorgverleners voor niet-dringende medische hulp omvatten ook de dierenartsen.

De vrijstellingskaart moet zichtbaar aan de binnenzijde van de voorruit van het voertuig aangebracht worden. Ze wordt vergezeld door de vermelding met het opschrift "interventie bezig" en de blauwe parkeerschijf dewelke het aankomstuur van de zorgverlener aangeeft.

Art. 67. De vrijstellingskaart is geldig in de blauwe, groene, grijze zone en in de evenementenzone.

Art. 68. De prijs van de vrijstellingskaart bedraagt 75 euro per jaar.

Onderafdeling 4. — De vrijstellingskaart « autodelen »

Art. 69. De colleges van burgemeester en schepenen verlenen aan exploitanten van motorvoertuigen toegewezen aan het systeem voor autodelen erkend door het Parkeeragentschap, in overeenstemming met het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2013 houdende de voorwaarden voor het gebruik van voorbehouden parkeerplaatsen aan operatoren van gedeelde motorvoertuigen, de nodige vrijstellingskaarten « autodelen » die op een zichtbare wijze aan de binnenzijde van de voorruit van het gedeelde voertuig worden geplaatst.

Elke vrijstellingskaart is verbonden met één enkel kentekenplaatnummer.

De geldigheid van een vrijstellingskaart « autodelen » is omschreven in artikel 39 van de Ordonnantie. Zij is ook geldig in de grijze zone en in de evenementenzone.

De vrijstellingskaart « autodelen » is enkel geldig wanneer het voertuig wordt gebruikt door een klant die betaald heeft voor de dienstverlening van een gedeeld voertuig. Het « gedeelde » karakter van het voertuig wordt op een duidelijke wijze aangeduid op het voertuig door de vennootschap die deze dienst aanbiedt.

Art. 70. De prijs van een vrijstellingskaart is vastgesteld op 5 euro per voertuig per jaar.

Onderafdeling 5. — De vrijstellingskaart voor personen met een handicap

Art. 71. De Europese parkeerkaart voor personen met een handicap geldt als vrijstellingskaart.

Art. 72. Onverminderd artikel 39 van de Ordonnantie, is de vrijstellingskaart voor personen met een handicap geldig in een grijze zone en een evenementenzone.

Afdeling 6. — De facultatieve vrijstellingskaarten

Onderafdeling 1. — Bepalingen gemeenschappelijk aan alle vrijstellingskaarten gedefinieerd in deze afdeling

Art. 73. De colleges van burgemeester en schepenen kunnen facultatieve vrijstellingskaarten toekennen, conform deze afdeling.

Het is de colleges van burgemeester en schepenen niet toegestaan om in het kader van de eerste toepassing van hun gemeentelijk parkeeractieplan een aantal vrijstellingskaarten toe te kennen dat hoger ligt dan het aantal kaarten dat werd uitgereikt in het voorafgaande jaar.

Art. 74. De houder van de vrijstellingskaart is alleen gemachtigd om te parkeren binnen de grenzen van de parkeersector(en) die hem is/zijn toegewezen.

Deze vrijstellingskaarten hebben slechts betrekking op één enkele kentekenplaat en er mag per voertuig slechts één vrijstellingskaart van hetzelfde type worden afgeleverd.

Art. 75. De geldigheid van de facultatieve vrijstellingskaarten wordt bepaald conform artikel 39 van de Ordonnantie en het huidige besluit.

Art. 76. De gemeenteraden kunnen, op eensluidend advies van de Gewestregering en na advies van het Parkeeragentschap, het totale aantal van facultatieve vrijstellingskaarten die geldig zijn in een parkeersector beperken tot het aantal bestaande parkeerplaatsen in die sector of tot een lager aantal.

Voor de aangrenzende sectoren van een andere gemeente en de parkeersectoren die zich op het grondgebied van verschillende gemeenten bevinden, is deze beperking slechts van toepassing indien de desbetreffende gemeenten hierover een akkoord bereiken.

Ce dispositif peut aussi être appliqué à un ensemble de secteurs de stationnement d'une commune ou de plusieurs communes limitrophes qui passent un accord entre elles. Dans un ensemble de secteurs, la validité d'une carte de dérogation facultative reste limitée à 150 ha max.

Art. 77. Si les conseils communaux instaurent des quotas pour les cartes de dérogation facultatives, conformément au système décrit à l'article 76, la carte de dérogation délivrée n'aura qu'une validité d'un an.

Par ailleurs, les cartes de dérogation seront délivrées d'après les priorités suivantes, par ordre décroissant :

1. La première carte de dérogation du ménage;
2. Les véhicules satisfaisant aux critères agréés par l'Agence du stationnement;
3. La carte de dérogation « riverain temporaire »;
4. La 2Z carte de dérogation du ménage;
5. Les éventuelles 3Z cartes de dérogation « riverain ».

Art. 78. Les cartes de dérogation visées à la présente section sont délivrées à l'appréciation des conseils communaux, à l'exception de ce qui est indiqué dans la présente section, dans le cadre des objectifs et des déterminants repris dans leur plan d'action communal de stationnement.

Sous-section 2. — La carte de dérogation « multi-secteurs temporaire »

Art. 79. Les conseils communaux peuvent créer une carte de dérogation « multi-secteurs temporaire » à condition que toutes les communes concernées participent au capital de l'Agence du stationnement. Cette carte de dérogation permet à plusieurs utilisateurs d'un même véhicule de le garer dans plusieurs secteurs de stationnement prédéterminés.

Art. 80. Les demandeurs de la carte de dérogation « multi-secteurs temporaire » doivent être inscrits aux registres de la population ou aux registres d'attente des communes concernées.

Ils sont seulement autorisés à stationner dans les limites du secteur ou des secteurs de stationnement qui leur sont assignés, en zone bleue, verte, grise et 'événement'.

Art. 81. La carte de dérogation « multi-secteurs temporaire » ne concerne qu'un seul véhicule. Elle ne peut être délivrée que pour les véhicules dont la masse maximale autorisée n'excède pas 3,5 tonnes.

Art. 82. Le prix de la carte de dérogation « multi-secteurs temporaire » est fonction du prix de la carte de dérogation « riverain » de la commune où la carte de dérogation est demandée, multiplié par le nombre de secteurs pour lesquels cette carte de dérogation est demandée.

Sous-section 3. — La carte de dérogation « autre usager »

Art. 83. Les collègues des bourgmestre et échevins délivrent les cartes de dérogation « autre usager ».

Art. 84. Les cartes de dérogation « autre usager » ne sont délivrées qu'aux catégories d'usagers suivants :

— aux entreprises et aux indépendants, à savoir la personne ou l'entreprise ayant son siège social ou d'exploitation dans un secteur de stationnement réglementé. La carte n'est valable que dans les secteurs de stationnement assignés et la demande doit être accompagnée d'un plan de déplacement d'entreprise ou équivalent approuvé;

Par personne, il y a lieu d'entendre le titulaire d'une profession libérale ou l'indépendant. Par entreprise, il y a lieu d'entendre toute personne morale quel que soit son statut, notamment les sociétés reprises à l'article 2 du Code des Sociétés, les institutions publiques et privées, les établissements réservés aux cultes visés par la loi sur le temporel des cultes, les établissements d'enseignement non obligatoire, les hôpitaux, cliniques, polycliniques et dispensaires de soins, les œuvres de bienfaisance et les ASBL.

— aux commerçants ambulants exerçant une activité sur le territoire d'une commune. La carte de dérogation octroyée est valable dans le secteur de stationnement où est exercée l'activité ambulante du demandeur aux endroits où la réglementation sur le stationnement l'autorise;

— aux personnes travaillant sur un chantier temporaire. La carte de dérogation octroyée est valable dans le secteur de stationnement où est situé le chantier aux endroits où la réglementation sur le stationnement l'autorise;

Dit dispositief kan ook worden toegepast op een geheel van parkeersectoren van een gemeente of van meerdere aangrenzende gemeenten die onderling een akkoord bereiken. In een groep van parkeersectoren blijft de geldigheid van een facultatieve vrijstellingskaart beperkt tot een maximum van 150 ha.

Art. 77. Indien de gemeenteraden quota instellen voor de facultatieve vrijstellingskaarten, in overeenstemming met het systeem beschreven in artikel 76, zal de afgeleverde vrijstellingskaart slechts één jaar geldig zijn.

Bovendien zullen de vrijstellingskaarten moeten worden uitgereikt overeenkomstig de volgende prioriteiten, in afnemende volgorde :

1. De eerste vrijstellingskaart van het gezin;
2. De voertuigen die voldoen aan de criteria die zijn vastgesteld door het Parkeeragentschap;
3. De vrijstellingskaart « tijdelijke buurtbewoner »;
4. De tweede vrijstellingskaart van het gezin;
5. De eventuele derde vrijstellingskaarten « buurtbewoner ».

Art. 78. Onder voorbehoud van wat vermeld wordt in de huidige afdeling, kunnen de gemeenteraden vrij beslissen of ze de vrijstellingskaarten van de huidige afdeling al dan niet afleveren, in het kader van de doelstellingen en de bepalende factoren die in hun gemeentelijk parkeeractieplan opgenomen zijn.

Onderafdeling 2. — De vrijstellingskaart « tijdelijke multisectoren »

Art. 79. De Gemeenteraden kunnen voorzien in een vrijstellingskaart « tijdelijke multisectoren », op voorwaarde dat al de betrokken gemeenten deelnemen in het kapitaal van het Parkeeragentschap. Deze vrijstellingskaart laat aan meerdere gebruikers van eenzelfde voertuig toe om te parkeren in meerdere vooraf bepaalde parkeersectoren.

Art. 80. De aanvrager van een vrijstellingskaart « tijdelijke multisectoren » moet ingeschreven zijn in het bevolkingsregister of in het wachtregister van de desbetreffende gemeenten.

Hij is enkel gemachtigd om te parkeren binnen de grenzen van de parkeersector of parkeersectoren die hen zijn toegewezen, in de blauwe zone, de groene zone, de grijze zone en de evenementenzone.

Art. 81. De vrijstellingskaart « tijdelijke multisectoren » heeft betrekking op een enkel voertuig. De kaart kan enkel uitgereikt worden voor voertuigen waarvan de maximale toegelaten massa 3,5 ton niet overschrijdt.

Art. 82. De prijs van een vrijstellingskaart « tijdelijke multisectoren » is evenredig met de prijs van de vrijstellingskaart « buurtbewoner » van de desbetreffende gemeente, vermenigvuldigd met het aantal sectoren waarvoor de vrijstellingskaart wordt gevraagd.

Onderafdeling 3. — De vrijstellingskaart « overige gebruiker »

Art. 83. De colleges van burgemeester en schepenen leveren de vrijstellingskaarten « overige gebruiker » af.

Art. 84. De vrijstellingskaarten « overige gebruiker » worden uitgereikt aan de volgende categorieën van gebruikers :

— aan ondernemingen en zelfstandigen, met name aan de persoon of de onderneming met de maatschappelijke of exploitatiezetel in de geregelende parkeersector. De kaart is enkel geldig in de toegekende parkeersectoren en de aanvraag moet vergezeld zijn van een goedgekeurd bedrijfsvervoerplan of een ermee gelijkgesteld plan;

Met 'persoon' de houder van een vrij beroep of een zelfstandige bedoeld. Met 'onderneming' wordt elke rechtspersoon bedoeld, ongeacht zijn statuut, in het bijzonder de vennootschappen opgenomen in artikel 2 van het Wetboek van Vennootschappen, de openbare instellingen, de private instellingen, de instellingen voorbehouden aan de erediensten die beoogd worden door de Wet op de temporalien der erediensten, de instellingen van het niet-verplicht onderwijs, de ziekenhuizen, de klinieken, de poliklinieken en de zorgverstrekende instanties, de liefdadigheidsinstellingen en de VZW's.

— aan leurhandelaars die een activiteit uitoefenen op het grondgebied van de gemeente. De kaart die aan deze categorie gebruikers wordt uitgereikt, geldt voor de sector waarin de leuractiviteit van de aanvrager wordt uitgeoefend, op de plaatsen waar de parkeerreglementering dit toelaat;

— aan personen die op een tijdelijke werf werken. De vrijstellingskaart die aan deze categorie van gebruikers wordt toegekend, is geldig voor de parkeersector waar de werf zich situeert, op de plaatsen waar de parkeerreglementering dit toelaat;

— aux établissements d'enseignement à savoir, tout établissement organisé, reconnu ou subventionné par une communauté, et les crèches publiques ou qui appliquent des tarifs liés au revenu, implantés dans un secteur de stationnement réglementé;

La demande doit être introduite par le chef de l'établissement ou son représentant et être accompagnée soit d'un plan de déplacement scolaire, soit d'un équivalent approuvé.

Si l'enseignant travaille dans plusieurs écoles, la carte est valable pour les différents secteurs dans lesquels les établissements sont situés.

- aux automobilistes visiteurs;
- aux propriétaires d'un véhicule de plus de 3,5 tonnes.

Art. 85. Un plan équivalent au plan de déplacement d'entreprise est un plan de mobilité élaboré par ou pour une personne morale ou un indépendant, qui analyse et décrit ses besoins en mobilité.

Sans préjudice des plans de déplacement dont les modalités sont reprises dans d'autres réglementations, un plan équivalent visé à l'article 84 contient les éléments de base suivants, permettant une première approche en vue d'une gestion rationnelle et une meilleure maîtrise de la problématique de la mobilité au sein de la Région :

- L'identification du demandeur, y compris une description de ses activités;
- Les données de base des déplacements, détaillées par mode, par type de trajet et par destination;
- La justification de la demande;
- La description de la demande en quantité et en période, reprenant les caractéristiques des véhicules et l'origine des trajets;
- Les modes de répartition et de gestion des cartes éventuellement attribuées;
- La rationalisation des déplacements motorisés que le demandeur poursuit et la façon dont cela sera fait, ainsi que les objectifs de répartition modale.

Chaque demande est introduite en utilisant le formulaire adéquat selon le nombre de personnes employées les 12 derniers mois, auprès du collègue des bourgmestre et échevins de chaque site.

Le collègue des bourgmestre et échevins transmet, en tous les cas, tous les éléments à l'Agence du stationnement qui partage ces données avec l'Administration de l'Équipement et des Déplacements du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 86. Le nombre de cartes de dérogation « autre usager » attribuées ne peut pas être supérieur à celui attribué l'année précédente.

Le nombre de cartes de dérogation « autre usager » sera graduellement réduit selon les modalités retenues dans le plan d'action communal de stationnement approuvé.

Ces cartes diverses ont donc vocation à disparaître à terme, pour peu que des mesures de compensation ont été mis en œuvre. Ceci à l'exception des cartes qui sont liées au plan de déplacement entreprise ou équivalent. Une solution provisoire harmonisée est instaurée pour assurer une transition.

Art. 87. Les cartes de dérogation « autre usager » sont délivrées aux tarifs suivants :

Pour les entreprises et les indépendants :

- une redevance annuelle de 150 euros pour chacune des 5 premières cartes;
- une redevance annuelle de 250 euros de la 6^e à la 20^e carte;
- une redevance annuelle de 500 euros de la 21^e à la 30^e carte;
- une redevance annuelle de 600 euros pour chaque carte supplémentaire.

Pour les commerçants ambulants :

- une redevance annuelle de 75 euros donnant droit au stationnement d'un jour/semaine;
- une redevance annuelle de 150 euros donnant droit au stationnement de deux jours/semaine;
- une redevance annuelle de 350 euros donnant droit au stationnement de sept jours/semaine.

— aan onderwijsinstellingen, met name elke onderwijsinstelling, georganiseerd, erkend of gesubsidieerd door een gemeenschap en publieke kinderdagverblijven of kinderdagverblijven die inkomensgerelateerde tarieven hanteren, en die gelegen zijn in een geregelende parkeersector;

De aanvraag moet worden ingediend door het hoofd van de instelling of diens vertegenwoordiger en vergezeld zijn van een goedgekeurd schoolvervoersplan of een goedgekeurd equivalent.

Als de aanvrager van de vrijstellingskaart werkzaam is in meerdere scholen, dan is de vrijstellingskaart geldig voor de verschillende sectoren binnen dewelke de scholen gesitueerd zijn.

- aan de bezoekende automobilisten;
- aan de eigenaars van een voertuig van meer dan 3,5 ton.

Art. 85. Een aan een bedrijfsvervoersplan gelijkgesteld plan is een plan uitgewerkt door of voor een rechtspersoon of een zelfstandige, die zijn mobiliteitsbehoeften analyseert en beschrijft.

Onverminderd de vervoersplannen waarvan de modaliteiten zijn opgenomen in andere regelgevingen, bevat een gelijkgesteld plan, zoals bedoeld in artikel 84, de volgende basiselementen die een eerste benadering in het licht van een rationeel beheer en een betere beheersing van het mobiliteitsprobleem in het Gewest mogelijk maken :

- De identificatie van de aanvrager, daarin begrepen een beschrijving van zijn activiteiten;
- De verplaatsingsgegevens, gedetailleerd per wijze, per type van verplaatsing en per bestemming;
- Een verantwoording van de aanvraag;
- De beschrijving van de aanvraag met betrekking tot de hoeveelheid en de periode, waarbij de karakteristieken van de voertuigen en de oorsprong van de verplaatsingen worden opgenomen;
- De wijze van verdeling en beheer van de eventuele uitgereikte kaarten;
- De rationalisering van de gemotoriseerde verplaatsingen die de aanvrager nastreeft en de manier waarop dit gerealiseerd zal worden, samen met de streefwaarden inzake modale verdeling.

Elke aanvraag wordt ingediend via het adequate formulier op basis van het aantal tewerkgestelde personen gedurende de laatste 12 maanden, bij het college van burgemeester en schepenen van elke vestiging.

Het college van burgemeester en schepenen maakt in elk geval alle elementen over aan het Parkeeragentschap dat deze gegevens deelt met het Bestuur Uitrusting en Vervoer van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 86. Het aantal uitgereikte vrijstellingskaarten « overige gebruiker » mag niet hoger zijn dan het aantal kaarten dat het voorgaande jaar werd uitgereikt.

Het aantal vrijstellingskaarten « overige gebruiker » zal gradueel worden verminderd volgens de in het goedgekeurde gemeentelijke parkeerbeleidsplan bepaalde modaliteiten.

Deze diversen kaarten zijn bedoeld om op termijn te verdwijnen, voor zover dat er compenserende maatregelen uitgevoerd zijn. Dit behoudens de kaarten die gekoppeld zijn aan het bedrijfsvervoerplan of een ermee gelijkgesteld plan. Er wordt bij wijze van overgangsfase een geharmoniseerde tijdelijke oplossing voor deze parkeerkaarten voorzien.

Art. 87. De vrijstellingskaarten « overige gebruikers » worden afgeleverd volgens het volgende tarief :

- Voor bedrijven en zelfstandigen :
 - een jaarlijkse retributie van 150 euro voor elk van de eerste 5 kaarten;
 - een jaarlijkse retributie van 250 euro voor de 6e t.e.m. de 20e kaart;
 - een jaarlijkse retributie van 500 euro voor de 21e t.e.m. de 30e kaart;
 - een jaarlijkse retributie van 600 euro voor elke bijkomende kaart.

Voor leurhandelaars :

- een jaarlijkse retributie van 75 euro die recht geeft op één dag parkeren per week;
- een jaarlijkse retributie van 150 euro die recht geeft op twee dagen parkeren per week;
- een jaarlijkse retributie van 350 euro die recht geeft op zeven dagen parkeren per week.

Pour les chantiers temporaires :

— une redevance de 50 euros par place donnant droit au stationnement d'une durée de quinze jours.

Pour les établissements d'enseignement et les crèches publiques ou qui appliquent des tarifs liés au revenu :

— une redevance annuelle de 75 euros.

Pour les automobilistes visiteurs :

— une redevance de 3 euros par jour.

Pour les propriétaires d'un véhicule de plus de 3,5 tonnes :

— une redevance annuelle de 500 euros.

En tout état de cause, il ne peut être octroyé qu'une seule carte de dérogation par propriétaire d'un véhicule de plus de 3,5 tonnes, même si ce propriétaire possède plusieurs véhicules de ce type.

Art. 88. Les conseils communaux peuvent décider, par décision motivée et après avis de l'Agence du stationnement, de fixer un tarif plus élevé pour ces cartes de dérogation.

Les conseils communaux définissent des critères adaptés à leurs pratiques actuelles pour rendre la délivrance et l'utilisation des cartes de dérogation « autre usager » conformes aux dispositions du présent arrêté.

Art. 89. Sans préjudice de l'article 39, alinéa 2 de l'Ordonnance, les cartes de dérogation « autre usager » sont valables en zone bleue, verte et grise.

Sous-section 4. — La carte de dérogation « intervention »

Art. 90. Les collèges des bourgmestre et échevins délivrent les cartes de dérogation « intervention ».

Art. 91. La carte de dérogation « intervention » est délivrée aux personnes physiques ou morales qui démontrent leurs besoins en intervention, de par leur profession, dans plusieurs secteurs de stationnement de la Région et qui fournissent les éléments de preuve à cet égard.

Art. 92. La carte de dérogation « intervention » ne peut être utilisée que dans les secteurs de stationnement précisés au préalable pour une durée maximale de 3 heures dans le cas d'interventions urgentes et moyennant l'affichage du disque de stationnement. L'utilisateur indiquera l'endroit d'intervention de manière visible à proximité de la carte.

Les conseils communaux définissent des critères adaptés à leurs pratiques actuelles pour rendre la délivrance et l'utilisation des cartes de dérogation « intervention » conformes aux dispositions du Plan régional de politique du stationnement et à l'arrêté du 18 juillet 2013 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant le volet réglementaire du Plan régional de politique du stationnement.

Art. 93. Les conseils communaux sont tenus d'introduire la carte de dérogation « intervention » conformément aux modalités fixées par l'Agence du stationnement.

Si des abus sont constatés, le collège des bourgmestre et échevins peut supprimer les cartes de dérogation « intervention » et « autre usager ».

Art. 94. Sans préjudice de l'article 39, alinéa 2 de l'Ordonnance, les cartes de dérogation « intervention » sont valables en zone bleue, verte et grise.

Art. 95. Le prix de la carte de dérogation est fixé à 90 euros par mois.

CHAPITRE VII. — Entrée en vigueur

Art. 96. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2014.

Art. 97. Le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale qui a les Travaux publics et les Transports dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 juillet 2013.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Propreté publique et de la Coopération au Développement,

R. VERVOORT

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée des Travaux publics et des Transports, de l'Informatique et du Port de Bruxelles,

Mme B. GROUWELS

Voor tijdelijke werven :

— een retributie van 50 euro per plaats die recht geeft op vijftien dagen parkeren.

Voor onderwijsinstellingen en publieke kinderdagverblijven of kinderdagverblijven die inkomensgerelateerde prijzen hanteren :

— een jaarlijkse retributie van 75 euro.

Voor de bezoekende automobilisten :

— een retributie van 3 euro per dag.

Voor de eigenaars van een voertuig van meer dan 3,5 ton :

— een jaarlijkse retributie van 500 euro.

In ieder geval zal maar één enkele vrijstellingskaart worden toegekend per eigenaar van een voertuig van meer dan 3,5 ton, zelfs indien die eigenaar beschikt over verschillende voertuigen van dat type.

Art. 88. De gemeenteraden mogen bij gemotiveerde beslissing en na advies van het Parkeeragentschap een hoger tarief voor deze vrijstellingskaarten vaststellen.

De gemeenteraden bepalen criteria die zijn aangepast aan hun huidige praktijk opdat de uitreiking en het gebruik van de vrijstellingskaarten « overige gebruiker » in overeenstemming zijn met de bepalingen van het huidige besluit.

Art. 89. Onverminderd artikel 39, tweede lid van de Ordonnantie, gelden de vrijstellingskaarten « overige gebruikers » in de blauwe, groene en grijze zone.

Onderafdeling 4. — De vrijstellingskaart « interventie »

Art. 90. De colleges van burgemeester en schepenen leveren de vrijstellingskaarten « interventie » af.

Art. 91. De vrijstellingskaart « interventie » is voorbehouden aan natuurlijke personen of rechtspersonen die aantonen dat ze, voor hun beroep, verschillende interventies in meerdere parkeersectoren van het Gewest dienen uit te voeren en die daar het bewijs van voorleggen.

Art. 92. De vrijstellingskaart « interventie » kan slechts gebruikt worden in de vooraf aangeduide parkeerzones voor maximaal 3 uur in geval van dringende interventies en mits gebruik van de parkeerschijf. De gebruiker zal op zichtbare wijze de interventieplaats aangeven nabij de kaart.

De gemeenteraden definiëren criteria die zijn aangepast aan hun huidige praktijk opdat de uitreiking en het gebruik van de interventiekaarten in overeenstemming zijn met de bepalingen van dit Gewestelijk Parkeerbeleidsplan en met het besluit van 18 juli 2013 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende het reglementaire kader met betrekking tot het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan.

Art. 93. De gemeenteraden dienen de vrijstellingskaart « interventie » in te voeren conform de door het Parkeeragentschap vastgestelde modaliteiten.

Bij vaststelling van misbruik zal het college van burgemeester en schepenen de vrijstellingskaarten « interventie » en « overige gebruiker » intrekken.

Art. 94. Onverminderd artikel 39, tweede lid van de Ordonnantie gelden de vrijstellingskaarten « interventie » in de blauwe, groene en grijze zone.

Art. 95. De prijs van de vrijstellingskaart is vastgesteld op 90 euro per maand.

HOOFDSTUK VII. — Inwerkingtreding

Art. 96. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2014.

Art. 97. De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Openbare werken en Vervoer is belast met de uitvoering van het huidige besluit.

Brussel, 18 juli 2013.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-president van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Openbare Nethheid en Ontwikkelingssamenwerking,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Openbare Werken en Vervoer, Informatica en de Haven van Brussel,

Mevr. B. GROUWELS

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2013/31743]

18 JUILLET 2013. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant le volet réglementaire du Plan régional de politique du stationnement

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'article 10 de l'Ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du Stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'avis 53.340/4 du Conseil d'Etat, rendu le 5 juin 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu le Plan régional de politique du stationnement, approuvé par le Gouvernement le 18 juillet 2013, selon les modalités prévues à l'Ordonnance du 22 janvier 2009;

Vu l'enquête publique y relative, tenue du 21 janvier au 21 mars 2013;

Vu l'avis des conseils communaux récoltés au cours de cette enquête publique;

Vu l'avis de Bruxelles Mobilité du 13 mars 2013;

Vu l'avis de la STIB du 25 février 2013;

Vu l'avis de Bruxelles Environnement du 21 mars 2013;

Considérant que la politique régionale de stationnement vise à harmoniser les réglementations communales pour apporter cohérence et lisibilité à l'organisation du stationnement au niveau régional;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Objectifs et définitions de la politique du stationnement*

Article 1^{er}. Les buts de la politique régionale du stationnement sont :

— rééquilibrer l'utilisation de la voirie publique en renforçant les fonctions autres que le stationnement;

— simplifier la situation du stationnement en Région bruxelloise par l'harmonisation et par une meilleure gestion des infractions, des problèmes de livraison ou du stationnement pour les alternatives au transport motorisé individuel;

— la simplification de la réglementation, en faveur d'une bonne compréhension par les usagers. Cela se traduit par une réglementation uniforme sur toute la Région.

CHAPITRE 2. — *Stationnement en voirie*

Section 1^{re}. — *Buts de la politique régionale du stationnement en voirie*

Art. 2. Les buts poursuivis par la politique régionale du stationnement sont :

— le respect des orientations politiques du plan IRIS II relatives au nombre de places de stationnement qui vise à, en concertation avec les communes, réduire de 16 % les places non réglementées en voirie d'ici l'horizon 2018 pour l'ensemble de la Région. La situation de référence 2004-2005 fixe le nombre maximal d'emplacements de stationnement non-réglés et réglés par commune et pour l'ensemble de la Région. Une commune ne peut pas dépasser cette valeur, sauf lors de la création de nouvelles voiries.

— le nombre global de places en voirie doit graduellement et de manière non réversible, diminuer selon les modalités reprises dans cet arrêté et le nombre de places hors voirie devra augmenter pour compenser significativement cette diminution.

La contribution de chaque commune à la réduction des places de stationnement en voirie, sera évaluée à l'aide des paramètres suivants :

— le degré de stationnement réglementé sur son territoire;

— le recours à des tarifs progressifs pour encourager la rotation;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2013/31743]

18 JULI 2013. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende het reglementaire luik van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op artikel 10 van de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap;

Gelet op het advies 53.340/4 van de Raad van State van 5 juni 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan, goedgekeurd door de Regering op 18 juli 2013 volgens de modaliteiten voorzien in de Ordonnantie van 22 januari 2009 is;

Gelet op het openbaar onderzoek dat werd gehouden van 21 januari tot 23 maart 2013;

Gelet de adviezen van de gemeenteraden die tijdens dit openbaar onderzoek werden ontvangen;

Gelet op het advies van Brussel Mobiliteit van 13 maart 2013;

Gelet op het advies van de MIBV van 25 februari 2013;

Gelet op het advies van Leefmilieu Brussel van 21 maart 2013;

Overwegende dat het gewestelijk parkeerbeleid de harmonisering van de gemeentelijke reglementen beoogt teneinde samenhang en duidelijkheid te brengen in het parkeerbeleid op gewestelijk niveau;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Doelstellingen en definities van het gewestelijk parkeerbeleid*

Artikel 1. De doelstellingen van het gewestelijk parkeerbeleid zijn :

— het gebruik van de openbare weg in een beter evenwicht brengen door andere functies dan het parkeren te versterken;

— de parkeersituatie in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vereenvoudigen door een harmonisering en een beter beheer van de inbreuken, de leveringsproblemen of de parkeerproblemen voor de alternatieven voor het individueel gemotoriseerd vervoer;

— de vereenvoudiging van de reglementering zodat de gebruikers die goed kunnen begrijpen. Dit vertaalt zich in een identieke reglementering voor het hele Gewest.

HOOFDSTUK 2. — *Parkeren op de openbare weg*

Afdeling 1. — *Doelstellingen van het gewestelijk parkeerbeleid op de openbare weg*

Art. 2. Het gewestelijk parkeerbeleid streeft de volgende doelstellingen na :

— de naleving van de beleidslijnen van het IRIS II-plan met betrekking tot het aantal parkeerplaatsen met het oogmerk op, en in samenwerking met de gemeenten, voor 2018 voor het hele Gewest een vermindering te realiseren van 16 % van het aantal niet gereguleerde plaatsen op de openbare weg. De referentiesituatie 2004-2005 legt het maximale aantal gereguleerde en niet-gereguleerde parkeerplaatsen vast per gemeente en voor het hele Gewest. Een gemeente kan deze waarde niet overschrijden, behalve in het geval van de aanleg van nieuwe wegen.

— het globale aantal plaatsen op de openbare weg moet geleidelijk aan en onomkeerbaar dalen volgens de modaliteiten voorzien in dit besluit en het aantal plaatsen buiten de openbare weg zal moeten stijgen om deze vermindering aanzienlijk te compenseren.

De bijdrage van elke gemeente in het verminderen van het aantal parkeerplaatsen op de openbare weg zal geëvalueerd worden aan de hand van de volgende parameters :

— de graad van gereguleerd parkeren op haar grondgebied;

— het gebruik van progressieve tarieven om de rotatie in de hand te werken;